

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

=====
*Direction Générale des Services
Commande Publique*

=====
DTAM

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité - Fraternité

DÉCISION N°401/2019 DU 2 MAI 2019

**AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX 40-16
TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN HANGAR SOUS DOUANE
À SAINT-PIERRE - LOT 03 : COUVERTURE BARDAGE**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** l'article 42-2 de l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 et l'article 27 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016 relatifs au marchés publics ;
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** le marché n° 40-16 en date du 14 octobre 2016 concernant les travaux de construction d'un hangar sous douane à Saint-Pierre – Lot 03 : Couverture - Bardage
- VU** le procès-verbal de la commission des marchés à procédure adaptée en date du 17/04/2019 ;

DÉCIDE

Article 1 : L'avenant n° 1 au marché de travaux 40-16 passé avec l'entreprise BATIBOIS SARL pour la construction d'un hangar sous douane à Saint-Pierre – Lot 03 : Couverture – Bardage, est autorisé pour un montant de quarante-neuf mille quatre-vingt-quatre euros et soixante-dix-huit centimes (49 084,78€).

L'augmentation du montant du marché de 5,68 % par rapport au montant initial porte le marché à neuf cent treize mille quatre cent cinquante-deux euros et vingt centimes (913 452,20€).

Article 2 : La dépense sera imputée au chapitre 23, nature 231318 du budget territorial.

Article 3 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 03/05/2019

Publié le 03/05/2019

ACTE EXÉCUTOIRE

Le Président,

Stéphane LENORMAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*